



## Les principes fondamentaux de notre action

Le maître-mot du collectif Toutes Nos Energies/ Occitanie Environnement c'est : « *pas d'éoliennes industrielles, un point c'est tout.* ». Nous avons essayé, non pas de nuancer ce mot d'ordre anti éoliennes, mais de **lui donner une assise** qui le mette à l'abri des attaques réductrices ("alors vous préférez le nucléaire" "vous êtes contre et ne proposez rien" "vous voulez retourner au lavoir et à la bougie" ou "vous êtes noyautés par le RN" etc.), mais aussi à l'abri des récupérations diverses (politiciennes ou autres).

Notre vision positive et holistique de la transition nous a conduits à formuler des propositions pour rendre la « transition énergétique » respectueuse de nos territoires et des habitants, pour lutter contre le réchauffement climatique et pour préserver la biodiversité.

Nous nous sommes inspirés du diagnostic de situation et des orientations pour l'action à partir des réponses au questionnaire lancé par TNE/OE pendant le confinement.

Ce diagnostic portait sur la société « d'avant » (toujours en place !), marquée par un désordre global et des décisions publiques apparemment irrationnelles qui résultent :

- d'une pression accrue des acteurs du productivisme, de la part belle faite aux lobbies industriels, (d'où un arsenal de déréglementation, de décisions prises en catimini...)
- d'un système de production et d'échange dont la rentabilité économique semble être le critère essentiel des choix, entraînant des dégâts humains et environnementaux,
- d'une vision à court terme, fragmentaire (effets de l'opinion, visées électoralistes, pas d'anticipation, pas de mise en question, pas de vision holistique),
- de réalités ignorées ou maltraitées (spécificités des territoires ruraux, santé des citoyens soumise aux lois du marché, oubli de l'humain, pensée hors-sol)

Ces décisions favorisent :

- un système industriel prédateur au profit d'une très petite partie de l'humanité,
- la privatisation et la financiarisation des biens communs, etc....

Les attentes et espoirs exprimés alors étaient :

- Renforcer la démocratie à tous les niveaux et donc tous les moyens qui favorisent la vigilance citoyenne, droits à défendre et à exercer (droits humains, droit sociaux, droit environnemental),
- Rétablir la justice sociale et territoriale, rétablir les services publics, relocaliser les activités essentielles ; associer les citoyens et les collectivités locales pour servir le bien commun et l'intérêt général avant tout.
- Assurer le droit d'accès de tous aux processus et aux instances de décisions, et le respect des lanceurs d'alerte.
- Changer les paradigmes de nos sociétés de l'excès et de l'individualisme : ralentir et coopérer, sobriété et solidarité, associer la visée d'une sobriété énergétique, l'autonomie des territoires, la diversification des sources d'énergie (géothermie, hydrogène)

Est-ce une « utopie nécessaire » : la transition vers une société sobre et solidaire fondée sur :

- o L'intérêt général (à l'inverse de l'ultralibéralisme qui protège les intérêts particulier d'une minorité) :
- o La protection intégrale du vivant : arrêt de la destruction des écosystèmes, augmentation des espaces protégés, réduire la pression sur la biodiversité
- o La participation de tous à l'élaboration et au suivi des décisions qui concernent tout le monde : sortie

Nous sommes lucides : la crise sanitaire actuelle est l'occasion pour un certain nombre d'acteurs de faire valoir leurs propres intérêts et peser – en catimini – sur les choix gouvernementaux.

- Pouvoirs exceptionnels donnés aux préfets
- Dérogations accordées aux opérateurs
- Renforcement du contrôle des données et des comportements personnels (big data, smart technologies).
- Limitation des libertés publiques, affaiblissement des droits sociaux et environnementaux
- Reprise de la « relance » sans s'interroger sur les finalités

Nous avons relevé pourtant une note d'optimisme : le travail de fond de nos associations, depuis plus d'une décennie pour certaines, de TNE/OE depuis 4 ans, trouve aujourd'hui un meilleur écho auprès d'élus, de politiques, de médias, de défenseurs de l'environnement, plus généralement auprès de nos concitoyens.

Les questions soulevées par l'éolien industriel s'inscrivent dans une problématique plus générale, de portée locale, régionale et nationale :

- Atteintes à la démocratie, allant d'un manque de transparence des processus de décision, jusqu'à la criminalisation des militants
- Atteintes à la santé du vivant (santé humaine à la biodiversité)
- -Atteintes à l'intérêt général : frénésie de la production au détriment d'une nécessaire sobriété, dépréciation et mitage industriel de l'hyper ruralité ...

L'observation attentive des conditions de déploiement de l'éolien industriel, des méthodes utilisées, pouvant allier autoritarisme, propagande mensongère et corruption à bas bruit, conduit peu à peu à une indignation collective.

Nous avons appris à décrypter une transition travestie, récupérée au profit d'investisseurs influents, et à la combattre.

Nous ne pouvons pas rester passifs devant :

- la régression des droits environnementaux au profit d'intérêts industriels,
- les mesures illusoires de compensation des atteintes à la biodiversité et les dérogations à sa destruction,
- les approximations chiffrées de RTE et ENEDIS pour justifier des infrastructures inutiles et coûteuses dont le transformateur « PSA » de St Victor et Malvieu (Aveyron) est une illustration criante.
- Le non respect par l'Etat de ses engagements internationaux sur la protection de la biodiversité, de la santé humaine, du patrimoine, et des principes mêmes du développement durable.

A la dérèglementation, nous ne pouvons opposer que des actions légales, et à la violence d'Etat notre non violence de principe. Le temps de la désobéissance civile serait-il venu ?

La transition écologique, solidaire, sociétale qu'imposent les dérèglements mondiaux (climatiques, économiques, sanitaires) ne se résume pas à la seule transition énergétique. Et celle-ci ne doit en aucun cas prioriser la production et à la consommation d'énergie.

**L'intérêt général, aujourd'hui, c'est la sobriété énergétique et c'est la préservation des espaces naturels,** réservoirs de respiration, d'eau, de sols vivants, et de forêt. Chaque habitant de l'hyper-ruralité peut et doit y participer pour le bien-être de la population générale.

3 octobre 2020